

# Premier séminaire sur les droits des peuples autochtones d'Afrique du nord

Tunis, 5-6 février 2014



Ouverture du séminaire par Mme Soyata Maiga, Présidente du WGIP

Le premier «séminaire de sensibilisation sur les droits des populations/communautés autochtones d'Afrique du nord» s'est achevé en fin de journée du jeudi 6 février dernier à l'hôtel Majestic de Tunis. Cette rencontre était organisée à l'initiative du Groupe de Travail sur les droits des peuples autochtones (WGIP) de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des Peuples (ACHPR) en partenariat avec le Congrès Mondial Amazigh (CMA) et International Work Group for Indigenous Affairs (IWGIA).

Le séminaire présidé par Madame Soyata Maiga, Présidente du WGIP et membre de la Commission Africaine des droits de l'Homme et des peuples, a été suivi par plus de quarante participant-e-s venus de tous les pays d'Afrique du nord, parmi lesquels les membres du groupe de travail sur les droits des peuples autochtones d'Afrique, le chef du bureau du Haut Commissariat aux Droits de l'Homme de l'ONU à Tunis, les représentants des Institutions nationales des droits de l'homme telles que la Commission Nationale Consultative de promotion et de Protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) d'Algérie et le National Council for Human Rights (NCHR) d'Egypte, le représentant de la Ligue Algérienne de Défense des Droits de l'Homme (LADDH), des représentants autochtones d'Algérie, de Tunisie, de Libye et d'Egypte. Deux experts des questions autochtones de l'Archipel Canarien et du Maroc ont également pris part à ce séminaire. La presse et notamment les médias amazighs, dont les chaînes de télévision Berbère-TV et Ibraren de Libye, ont assuré la couverture médiatique de l'évènement.

Mme Soyata Maiga a ouvert le séminaire le 5 février à 9h30 en exprimant sa joie de se trouver à Tunis et d'avoir l'opportunité de dialoguer avec les représentants des institutions nationales de droits de l'homme, les ONG et les représentants autochtones d'Afrique du nord dans le but de sensibiliser toutes les parties prenantes à la question autochtone. Elle a en outre précisé que ce

séminaire sert à améliorer la connaissance des situations que vivent les populations autochtones dans cette région mais aussi à examiner les moyens et méthodes pour mieux assurer une plus grande collaboration avec le WGIP et la Commission Africaine afin de faire progresser les droits des peuples autochtones en Afrique du nord. Pour sa part, Fathi Nkhilifa, Président du CMA, après avoir souhaité la bienvenue à tous, a indiqué que cette rencontre se déroulait à un moment crucial pour les peuples autochtones d'Afrique du nord qui aspirent à vivre dans des Etats qui respectent leurs droits. Il citera pour le déplorer, l'exemple de la Tunisie qui vient de se doter d'une nouvelle Constitution qui ignore totalement l'existence des Amazighs de ce pays et leurs droits fondamentaux.

Pendant les deux jours de travail et suivant le programme établi, Mme la présidente et les membres du WGIP ont présenté les instruments africains de protection et de promotion des droits des peuples, des populations et des communautés autochtones ainsi que des exemples de reconnaissance des droits des peuples autochtones par plusieurs Etats africains et des cas concrets de bonnes pratiques mises en œuvre dans des pays africains comme le Congo ou l'Afrique du Sud. Les représentants des Institutions nationales des droits de l'homme ont pour leur part évoqué les réalisations concrètes en faveur des autochtones comme la reconnaissance de Tamazight en tant que langue nationale en Algérie et la création d'une chaîne de télévision en Tamazight. Les ONG de défense des droits humains ont exprimé leur intérêt pour les questions relatives aux droits individuels et collectifs des peuples, populations et communautés autochtones et se sont engagés à collaborer avec toutes les organisations concernées par ces questions.

Enfin, les organisations autochtones représentant les Amazighs, les Toubous (sud-Libye) et les Nubiens (Haute Egypte) ont toutes décrit des situations de non-reconnaissance, de marginalisation, de discrimination raciale et de répression dont sont victimes leurs peuples et communautés. Kamira Nait-Sid d'Algérie a particulièrement insisté sur les pratiques discriminatoires et de répression des autorités algériennes à l'encontre des Amazighs d'Algérie et particulièrement de Kabylie et a dénoncé les graves violences perpétrées actuellement contre les populations autochtones Mozabites par les Arabes Chaamba, avec le soutien des autorités policières algériennes. Les Amazighs de Tunisie ont vigoureusement dénoncé la politique de négation de l'amazighité menée depuis l'indépendance du pays et qui se poursuit avec la nouvelle Constitution qui occulte totalement le fait amazigh. Pour la Libye, le représentant du peuple Toubou ainsi que le représentant des Amazighs ont pour leur part déclaré que les nouvelles autorités libyennes poursuivent la même politique d'exclusion de leurs peuples et de leurs droits notamment socioculturels et linguistiques. Il en est de même en Egypte où l'identité des Amazighs de Siwa et des Nubiens ne bénéficie d'aucune forme de considération. La situation des autochtones Amazighs au Maroc a également été présentée avec des avancées, notamment Tamazight langue officielle mais aussi la persistance de nombreuses discriminations et les blocages administratifs et politiques gouvernementaux, qui rendent sans effet concret les acquis. La situation des autochtones de l'Archipel Canarien a été présentée quant à elle, comme un des derniers cas de colonisation d'un territoire africain, avec le pillage de ses ressources et l'utilisation de ce territoire comme base militaire de l'OTAN destinée à surveiller et à contrôler le continent Africain.



vue des travaux du séminaire

Les différentes délégations ont ensuite échangé sur les nombreuses thématiques abordées durant ce séminaire, notamment sur l'amélioration du plaidoyer en faveur des droits des autochtones, le renforcement des capacités des organisations de la société civile, le renforcement des liens entre les organisations autochtones nord-africaines et le mouvement autochtone africain et mondial et la nécessité d'une collaboration plus étroite et plus suivie avec les organisations inter-gouvernementales comme la Commission Africaine des droits de l'homme et des peuples et les différents organes pertinents de l'ONU.

A la fin du séminaire, les délégations des différents pays se sont réunies pour élaborer leurs recommandations qui seront adressées à leurs Etats, à l'Union Africaine, à l'ONU et à l'ensemble de la société civile de leurs pays.



Fin du séminaire avec les participants autour de la Présidente du WGIP

Tunis, le 7 février 2014

Rédaction CMA.